

L'indéfectible soutien de Jean Mangion à Martine Vassal

Ce n'était pas un scoop pour les proches du maire, mais l'information est officielle depuis mardi soir : Jean Mangion a annoncé lors de ses vœux à la population qu'il briguerait un nouveau mandat de maire en 2020 pour continuer le travail de transformation et de modernisation du village accompli depuis cinq ans. *"Nous avons pu mener à bien notre mue dans le respect de notre histoire et de notre culture communes grâce à deux facteurs. Tout d'abord la gestion saine et rigoureuse de notre commune malgré une baisse catastrophique des dotations de l'État. Face à cela nous n'avons pas voulu augmenter les impôts et nous ne les augmenterons pas d'ici le prochain mandat. Et je ne trahirai rien en vous précisant que si nous sommes réélus, oui parce que je souhaite me représenter en 2020 pour finir un projet qui me tient à cœur avec mes collègues, et bien nous n'augmenterons pas les impôts sur les six ans de mandatures à venir. Mais faut-il pour cela être élu."*

"Mon ambition, c'est mon village"

Jean Mangion avant d'évoquer la longue liste des travaux réalisés ces dernières années a réaffirmé son attachement à sa commune. *"Mon ambition, c'est Saint-Etienne du Grès et participer à la création d'une nouvelle Métropole qui continue, en relayant notre actuel département, à nous enrichir. Je ne suis pas comme certains le pensent attiré par les lustres parisiens. À mon âge, et si j'avais dû faire ce pas, il y a longtemps que je l'aurais franchi. Mon choix c'est Saint-Etienne du Grès. C'est là que je suis né, c'est là que je veux vivre et attendre mes derniers jours"*.

Puis il évoque le second facteur déterminant. La création de la place centrale, de la voie piétonne, la rénovation du marché, l'aménagement de la place Galeron et du parvis de l'église, l'école numérique, l'éclairage public, la création d'une maison des associations, le réaménagement du cam-



Jean Mangion a annoncé dans une salle comble qu'il serait candidat en 2020.

/PHOTO O.L.

ping, de la mairie, de la voirie, la vidéo-protection, l'arrivée du très haut débit... n'auraient pu se faire dans ce contexte de baisse des aides de l'État sans le soutien du Conseil départemental et de sa présidente Martine Vassal qui a octroyé un contrat de 7,5 millions d'euros à la commune. Jean Mangion a demandé à la salle de l'applaudir et d'excuser son absence de dernière minute, car elle était retenue à Pa-

ris. Marie-Pierre Callet, vice-présidente du Conseil départemental la représentait. Elle a lu un petit mot de la présidente affirmant qu'elle viendrait en mars pour inaugurer la fin des travaux place de la mairie. Assurant le maire de son soutien, Martine Vassal aurait aimé être là *"pour remercier les élus qui adhèrent au projet de Métropole départementale que j'ai présenté au gouvernement. Je crois au Pays d'Arles, et qu'il*

sera capable de défendre avec forces et authenticité ses intérêts dans une organisation territoriale qui permette d'avancer et de se développer. Je reste fidèle aux choix fait en 2015 de ne pas augmenter les impôts et de préserver le pouvoir d'achat des Provençaux" disait en substance ce message.

Reçu cinq sur cinq par Jean Mangion : *"Nous mesurons l'importance de ne pas nous séparer de notre département, dans l'avenir de continuer avec lui l'évolution institutionnelle car sans lui, rien de tout ça n'aurait pu se faire à Saint-Etienne du Grès comme dans de nombreuses communes du Nord du département. Votre disponibilité, celle de vos services votre gentillesse mais aussi votre fermeté, la précision et la clarté de vos engagements vous ont fait élire à la tête de la Métropole d'Aix-Marseille, cette métropole devra fusionner avec notre département c'est avec vous que 20 maires du Pays d'Arles veulent aujourd'hui continuer l'aventure car ils savent tous clairement, sans notre arrivée à ce vaisseau amiral, l'avenir du Pays d'Arles restera une énigme dont je n'ose imaginer l'issue"*.

Olivier LEMIERRE

MÉTROPOLE ET PAYS D'ARLES

Presque tous les maires du Pays d'Arles favorables à l'intégration de leurs communes dans la nouvelle Métropole étaient présents aux vœux de Jean Mangion, pour qui il n'y a pas d'autres choix viables. Les consultations citoyennes organisées dans quelques communes sont, selon lui, un épiphénomène. *"Quand j'entends certains se réjouir parce qu'ils ont mené une consultation sur le Pays d'Arles qui a obtenu 99% d'avis favorables des votants qui ne représentent que 14% des inscrits, je me pose des questions. Je ne parlerai pas des arguments tirés d'une étude commandée par le Pays d'Arles, considérée comme incomplète par ceux qui l'ont fait faire. Ni du fait que les impôts augmenteraient beaucoup plus fortement dans un Pays d'Arles autonome que dans un Pays d'Arles intégré dans la nouvelle Métropole. Ni du fait que les aides d'un département autonome seraient réduites de 50% par rapport à l'actuel département (...). Notre attachement à notre département est réel et nous souhaitons continuer à en faire partie. L'inverse serait suicidaire financièrement"*.

"Nous devons construire une nouvelle gouvernance"

Jean Mangion, maire d'une commune rurale de 2500 habitants et président du Parc naturel régional des Alpes, a longuement parlé de la réforme institutionnelle non sans avoir évoqué l'inquiétude des communes dont les dotations diminuent d'année en année. *"On nous demande 50 milliards d'économie d'ici la fin du quinquennat, 25% de l'effort national alors que l'État produit à lui seul 80% de la dette et qu'en 2017 le budget de l'État aura connu sa plus forte augmentation en 10 ans. C'est, faites ce que je dis mais pas ce que je fais"*.

Rappelant que les communes sont le pilier de la République, Jean Mangion estime que la réflexion sur la réforme territoriale doit porter non pas sur le nombre de communes, mais sur une étude des réalités de terrain qui permettrait d'optimiser la gouvernance et cela à tous les niveaux; regroupement de communes, fusion métro-

pole-département, création de communes nouvelles. *"S'il doit y avoir en France une nouvelle organisation territoriale, elle doit se faire territoire par territoire. Les territoires ont une intelligence en laquelle nous devons avoir confiance. Il n'y a aucune solution globale. La solution de décentralisation à laquelle nous étions attachés n'est plus de mise aujourd'hui au niveau de l'État, ni dans l'organisation territoriale ni sur le plan financier. La France n'est plus une république décentralisée; l'État recentralise alors que la réalité spatiale du territoire français doit être prise en compte afin de permettre la justice entre le monde rural et le monde urbain, pour arrêter une fracture qui s'intensifie. Ruralité et urbanité sont interdépendantes et les raisons d'agir ensemble sont urgentes pour réussir les transitions qui s'imposent à nous. En tant que maire de Saint-Etienne du Grès, j'ai la ruralité au cœur et personne ne*

pourra me l'enlever mais je sais aussi que nous devons construire ensemble une nouvelle gouvernance car nos destins sont liés entre régions, départements, métropoles et communes. Ce destin commun doit s'inscrire dans un esprit de fraternité c'est-à-dire agir autrement. C'est le chemin du dialogue retrouvé. C'est ce chemin que nous devons tracer pour construire l'évolution institutionnelle de notre territoire".

Et de poursuivre : *"C'est dans la recherche des complémentarités entre territoire, par la construction collective de politique de solidarité, que nous dépasserons les limites de la mondialisation. Nous devons reconstruire les controverses qui animent le monde social sans gommer les conflits et repenser un modèle économique vieillissant. Voilà ce qui pourrait être ma contribution au grand débat national, si j'étais certain qu'elle soit entendue"*.

O.L.